

Restitution des avoirs détournés

-

TI France relance la plainte visant les biens détenus en France par cinq Chefs d'Etats africains

Engagement en faveur des droits des victimes de la corruption

La restitution des avoirs détournés : une priorité de Transparency International

Le recel de détournement de biens public, fondement juridique de la plainte

Remobiliser l'attention de l'opinion sur les biens mal acquis placés en France

L'objectif est tout d'abord l'ouverture d'une instruction

Au côté de ressortissants gabonais et congolais, TI France a déposé mercredi 9 juillet 2008 une nouvelle plainte simple pour recel de détournements d'argent public visant les conditions dans lesquelles un important patrimoine immobilier et mobilier a été acquis en France par les Chefs d'Etats Denis Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville), Omar Bongo (Gabon), Téodoro Obiang (Guinée Equatoriale), Blaise Compaore (Burkina Faso), Eduardo Dos Santos (Angola) ainsi que les membres de leur entourage.

Il est difficile de croire que ces biens immobiliers, dont la valeur est aujourd'hui pour certains d'entre eux de plusieurs millions d'euros, ont pu être acquis par le seul fruit des rémunérations de ces dirigeants. Il existe pour certains de ces chefs d'Etats de très sérieuses présomptions d'être ou d'avoir été les instigateurs de détournements de biens publics pour des montants considérables.

Cette initiative fait suite à une première plainte déposée en mars 2007 par les associations Sherpa, Survie et Les Congolais de la Diaspora. Malgré 34 procès verbaux aux conclusions édifiantes quant à l'ampleur des patrimoines détenus en France par certains des dirigeants visés, la plainte avait été classée sans suite.

En rejoignant cette action, TI France, dont l'objet social est la lutte contre la corruption, favorise la recevabilité de la nouvelle plainte et rappelle son engagement en faveur de la restitution des avoirs détournés et, plus généralement, de la reconnaissance des droits des victimes de la corruption.

- **Engagement en faveur des droits des victimes de la corruption**

Cet engagement est la conséquence d'un élargissement des modes d'actions de TI France engagé en 2007 à partir d'un constat simple : il est indispensable de faire progresser l'action en justice des victimes de la corruption et la réparation de leurs préjudices.

Ce constat a été fait en septembre 2007 lors d'un colloque que nous avons organisé sur les droits des victimes de la corruption. Alors que les conséquences dramatiques de la corruption – politiques, sociales, économiques, environnementales, sanitaires et pour la sécurité des personnes – sont aujourd'hui largement reconnues, il est encore extrêmement difficile pour les victimes de ces dommages de faire valoir leurs droits et d'obtenir réparation.

En France, il existe par exemple un monopole du Ministère public pour enclencher les poursuites pour les cas de corruption commis à l'étranger. Les victimes de ces actes n'ont donc pas voix au chapitre, ce qui nous apparaît anormal. De plus, si en théorie, toute personne reconnue victime d'un préjudice est recevable à demander réparation, il est en pratique très difficile pour les victimes de la corruption de regrouper les preuves permettant d'établir leur statut de victime.

Par ailleurs, nous regrettons que la corruption ne figure pas encore explicitement dans la liste des intérêts collectifs justifiant que des associations spécialisées puissent agir en justice pour la défense de ces intérêts (articles 2-1 à 2-16 du code de procédure pénale). Nous considérons qu'il s'agit en effet d'une des voies pour mieux garantir l'exercice des droits des victimes de la corruption. C'est pourquoi nous avons été avec l'association Sherpa à l'origine de l'amendement à la loi du 13 novembre 2007 sur la lutte contre la corruption, qui visait à permettre aux associations spécialisées de se constituer partie civile à l'audience.

La plainte que dépose TI France contre cinq Chefs d'Etat est une nouvelle preuve que le droit français devrait faciliter l'action en justice des associations luttant contre la corruption.

- **La restitution des avoirs détournés : une priorité de Transparency International**

La restitution des avoirs détournés par les dirigeants indéliques est l'une des priorités de Transparency International qui a beaucoup œuvré pour que ce principe figure dans la convention des Nations unies contre la corruption (convention dite de Mérida, 2003). Aujourd'hui, il s'agit du chapitre de la convention autour duquel existe le plus fort consensus parmi les pays signataires, tant au Sud qu'au Nord.

Ces détournements ont des conséquences particulièrement dramatiques dans les pays victimes de ce que l'on a pris coutume d'appeler « la malédiction des ressources ». Les richesses naturelles y ont davantage alimenté la corruption, les inégalités, la pauvreté et les conflits que le développement. Le Gabon, le Congo-Brazzaville, l'Angola et la Guinée Equatoriale sont malheureusement de bons exemples de cet insupportable paradoxe qui a suscité la création de plusieurs initiatives internationales ayant l'objectif de l'endiguer (ex : lancement en 2002 de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives – ITIE).

Depuis de très nombreuses années, différents observateurs ont recueilli un certain nombre d'informations faisant état du fait que des dirigeants d'Etats africains ou certains membres de leur famille avaient, alors qu'ils étaient en fonction ou postérieurement, acquis ou fait acquérir des biens immobiliers sur le territoire français.

Il est certain également que, pour partie, ces mêmes dirigeants africains ont plus ou moins simultanément constitué des patrimoines mobiliers, c'est-à-dire ont logé des avoirs bancaires en France, auprès de banques françaises ou de banques étrangères ayant des activités en France.

Personne ne peut croire sérieusement que ces biens immobiliers, dont la valeur est aujourd'hui pour certains d'entre eux de plusieurs millions d'euros, ont pu être acquis par le seul fruit des rémunérations de ces dirigeants.

Il existe pour certains d'entre eux de très sérieuses présomptions d'être ou d'avoir été les instigateurs de détournements de biens publics pour des montants considérables. Ces soupçons ne sont pas le fruit d'un procès d'intention, ils sont corroborés par des rapports très documentés, provenant notamment d'institutions financières internationales, voire de créanciers de ces Etats.

Cette observation est encore plus valable s'agissant des membres de la famille de ces dirigeants africains, lorsqu'ils apparaissent comme propriétaires d'un certain nombre de biens puisque, dans bien des cas, ils sont sans profession ou leur profession est ignorée.

- **Le recel de détournement de biens public, fondement juridique de la plainte**

Il existe, à l'égard de certaines infractions telles le blanchiment une présomption légale de commission de l'infraction lorsqu'une personne ne peut justifier des ressources correspondant à son train de vie. (V. par exemple, Cass. crim., 30 oct. 2002, n°01-83.852)

De manière parallèle, en matière d'abus de bien sociaux, il est admis que des fonds sociaux prélevés par le dirigeant social l'ont nécessairement été dans son intérêt personnel s'il n'est pas justifié qu'ils ont été utilisés dans le seul intérêt de la société (V. par exemple, Cass. crim., 11 janv. 1996, n°95-81.776).

Un tel raisonnement peut être appliqué, par analogie, pour un chef d'Etat, à l'égard du délit de détournement de biens publics et/ou de recel de détournement de biens publics.

Il est rappelé que le délit de détournement de biens public est prévu et réprimé par l'article 432-15 du Code pénal qui énonce que :

« Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, un comptable public, un dépositaire public ou l'un de ses subordonnés, de détruire, détourner ou soustraire un acte ou un titre, ou des fonds publics ou privés, ou effets, pièces ou titres en tenant lieu, ou tout autre objet qui lui a été remis en raison de ses fonctions ou de sa mission, est puni de dix ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende ».

S'agissant du recel de détournement de biens public, il est réprimé par la combinaison des articles 432-15 et 321-1 du même Code, selon lequel :

*« Le recel est le fait de dissimuler, de détenir ou de transmettre une chose, ou de faire office d'intermédiaire afin de la transmettre, en sachant que cette chose provient d'un crime ou d'un délit.
Constitue également un recel le fait, en connaissance de cause, de bénéficier, par tout moyen, du produit d'un crime ou d'un délit ».*

- **Remobiliser l'attention de l'opinion sur les biens mal acquis placés en France**

La première plainte déposée en mars 2007 par les associations Sherpa, Survie et Les Congolais de la Diaspora a eu l'immense mérite d'attirer l'attention de l'opinion française sur le patrimoine détenu en France par les cinq chefs d'Etats africains. Cette première plainte a en effet conduit le parquet à ouvrir une enquête préliminaire dont les résultats ont largement confirmé la plupart des allégations des plaignants concernant le patrimoine détenu en France par ces dirigeants. Malgré 34 procès verbaux aux conclusions édifiantes, la plainte a été classée.

En prenant le relais des trois premières associations au côté de contribuables gabonais, et congolais, l'objectif de TI est donc de maintenir la pression et de refocaliser l'attention de l'opinion sur le patrimoine français des cinq chefs d'Etat. L'avantage qu'il y a à ce que TI France se joigne à cette action est que la lutte contre la corruption figure au cœur de ses statuts ce qui devrait favoriser la recevabilité de la nouvelle plainte.

Notre volonté est d'aider les victimes des détournements de fonds publics à les contester et à faire valoir leurs droits de recouvrer les avoirs détournés. Nous souhaitons également que l'Etat français s'assure que l'argent de la corruption n'est pas recyclé au travers d'investissements réalisés sur le territoire français.

- **L'objectif est tout d'abord l'ouverture d'une instruction**

En toute logique, cette plainte simple va être une nouvelle fois classée sans suite car elle est très similaire à celle déposée par Sherpa, Survie et Les Congolais de la Diaspora en mars 2007.

Notre objectif est de déposer une nouvelle plainte à l'automne 2008, cette fois-ci avec constitution de partie civile. Nous espérons que le parquet donnera cette fois-ci la suite qu'il importe de donner à cette affaire au regard des premiers procès verbaux établis par les policiers. S'il reconnaît notre intérêt à agir, une instruction sera automatiquement ouverte, ce qui est bien sûr l'objectif.

Nous rappelons à cet égard plusieurs engagements pris par le Chef d'Etat et par la République Française.

Celui du Président de la République au soir de son élection d'aider l'Afrique à sortir de la pauvreté. S'assurer que des avoirs détenus en France n'ont pas pour origine des détournements de fonds publics en Afrique doit à l'évidence relever de cet engagement.

Ceux de la France pris au titre de la convention des Nations unies contre la corruption qu'elle a ratifiée en 2005.

L'article 35 de la Convention de la convention prévoit que « *chaque État Partie doit prendre les mesures nécessaires, conformément aux principes de son droit interne, pour donner aux entités ou personnes qui ont subi un préjudice du fait d'un acte de corruption le droit d'engager une action en justice à l'encontre des responsables dudit préjudice en vue d'obtenir réparation.* »

La convention prévoit aussi la restitution des avoirs détournés aux pays d'origine, question sur laquelle la France s'était fortement engagée lors du Sommet du G8 à Evian en 2003. Bien sûr, il faut veiller à ce que ces restitutions bénéficient effectivement aux populations en évitant qu'elles fassent l'objet de nouveaux détournements.

###